

**Convention collective départementale**

IDCC : 2221. – **MENSUELS DES INDUSTRIES DES MÉTAUX  
(ISÈRE ET HAUTES-ALPES)**

**(13 septembre 2001)**

*(Bulletin officiel n° 2002-2 bis)*

(Etendue par arrêté du 8 avril 2003 et 11 mai 2004)

**AVENANT DU 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2008**

RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS, AUX REMUNÉRA-  
TIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES APPLICABLES ET AUX PRIMES À  
COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2008

NOR : ASET0850381M

IDCC : 2221

Entre :

L'union des industries métallurgiques, électriques et connexes de l'Isère et  
des Hautes-Alpes (UDIMEC),

D'une part, et

La CFDT ;  
La CFE-CGC ;  
La CFTC ;  
La CGT ;  
La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Par avenant du 26 janvier 2007, les partenaires sociaux ont souhaité  
confirmer leur attachement à une politique conventionnelle active, notam-  
ment en matière de rémunérations minimales territoriales.

Pour l'année 2008, les parties signataires ont souhaité prendre en compte  
les effets prévisibles à ce jour de la future augmentation du SMIC au 1<sup>er</sup> juil-  
let 2008 et procéder à une « courbe de raccordement » sur les premiers  
coefficients.

Les parties sont ensuite convenues d'appliquer une revalorisation partiellement « lissée » des TEGA, en s'efforçant de maintenir le caractère progressif et « hiérarchique » des différents niveaux de rémunération.

Les nouvelles valeurs correspondantes figurent à l'article 3 du présent avenant.

Par ailleurs, pour maintenir une pratique conventionnelle dynamique, les parties signataires conviennent d'ouvrir en 2008 un cycle de négociations sur les 2 thèmes suivants, dans le but de s'engager sur un accord collectif effectivement applicable :

- en 2009, sur les nouvelles modalités de détermination et d'application des primes d'ancienneté ;
- en 2010, sur les conditions de mise en place d'un régime conventionnel d'assurance complémentaire santé.

Les parties signataires pourront également convenir de se rencontrer dans le courant du mois de septembre 2008 pour procéder à un examen en commun de la situation économique et de ses incidences salariales.

### **Article 1<sup>er</sup>**

Les taux effectifs garantis annuels prévus à l'article 11 de la convention collective du 1<sup>er</sup> octobre 2001 sont fixés selon les barèmes en euros annexés au présent accord pour l'année 2008.

### **Article 2**

La valeur du point utilisée pour la détermination des seules bases de calcul de la prime d'ancienneté (rémunérations minimales hiérarchiques [RMH]) et s'appliquant aux primes d'ancienneté est fixée à 4,37 €, pour un horaire de 35 heures hebdomadaires. Elle s'appliquera aux primes d'ancienneté à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, selon les modalités de calcul énoncées à l'article 16 de la convention collective, notamment en matière d'heures supplémentaires éventuelles.

### **Article 3**

Pour l'année 2008, le barème ci-dessous détermine, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008, les taux effectifs garantis annuels des coefficients 140 à 215 inclus des ouvriers et 140 à 225 inclus des administratifs et techniciens, prévus par l'accord national du 21 juillet 1975, et incluant la majoration figurant à l'article 4 de l'accord national du 30 janvier 1980.

*(En euros.)*

COEFFICIENT	VALEUR ANNUELLE BRUTE du taux effectif garanti
140	15 752
145	15 752
155	15 759
170	15 765

COEFFICIENT	VALEUR ANNUELLE BRUTE du taux effectif garanti
180	15 770
190	15 796
215 Ouvriers	16 602
215 ATAM	15 811
225	15 842

Ces valeurs sont incluses dans les barèmes de taux effectifs garantis joints en annexe, et fixées sur la base de 35 heures hebdomadaires.

#### **Article 4**

##### *Salaires réels*

L'application des taux effectifs garantis annuels n'entraîne pas l'obligation d'augmenter les salaires réels lorsque ceux-ci leur sont égaux ou supérieurs.

Les entreprises devront vérifier qu'aucun de leur collaborateur mensuel n'aura reçu, au titre de l'année 2008, un salaire brut inférieur aux valeurs annuelles convenues en fonction du coefficient. S'il s'avérait qu'un ou plusieurs mensuels a ou ont reçu un salaire brut inférieur, l'entreprise devrait opérer un rappel.

Dans tous les cas, l'entreprise est tenue à l'application des dispositions légales en matière de SMIC.

#### **Article 5**

##### *Indemnité de panier*

L'indemnité de panier prévue à l'article 22 de la convention collective des mensuels des industries des métaux de l'Isère et des Hautes-Alpes est fixée à 5,71 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

#### **Article 6**

##### *Formalités de dépôt*

Sous réserve des dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail, et conformément à son article L. 132-10, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et d'une remise aux secrétariats-greffes des conseils des prud'hommes de Grenoble, de Briançon et de Gap.

Fait à Meylan, le 1<sup>er</sup> février 2008.

(Suivent les signatures.)

# ANNEXE

## Barème des taux effectifs garantis (année 2008)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS techniciens	AGENTS de maîtrise	AGENTS de maîtrise d'atelier
I	1	140	15 752	15 752		
	2	145	15 752	15 752		
	3	155	15 759	15 759		
II	1	170	15 765	15 765		
	2	180		15 770		
	3	190	15 796	15 796		
III	1	215	16 602	15 811	15 811	16 918
	2	225		15 842		
	3	240	17 267	16 444	16 444	17 595
IV	1	255	18 293	17 422	17 422	18 642
	2	270	19 350	18 428		
	3	285	20 405	19 433	19 433	20 794
V	1	305		20 797	20 797	22 253
	2	335		22 840		24 439
	3	365		24 887	24 887	26 629
	3	395		26 883	26 883	28 765

Calculs effectués pour une base hebdomadaire de 35 heures.

### Rémunérations minimales hiérarchiques (année 2008)

VP = 4,37.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et technicien	AGENTS DE MAÎTRISE	AGENTS DE MAÎTRISE atelier
I	1	140	O 1	611,80		
	2	145	O 2	633,65		
	3	155	O 3	677,35		
II	1	170	P 1	742,90		
	2	180		786,60		
	3	190	P 2	830,30		
III	1	215	P 3	939,55	AM 1	AM 1
	2	225		983,25		
	3	240	TA 1	1 048,80	AM 2	AM 2
IV	1	255	TA 2	1 114,35	AM 3	AM 3
	2	270	TA 3	1 179,90		
	3	285	TA 4	1 245,45	AM 4	AM 4

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et technicien	AGENTS DE MAÎTRISE	AGENTS DE MAÎTRISE atelier
V	1	305		1 332,85	AM 5	AM 5
	2	335		1 463,95	AM 6	AM 6
	3	365		1 595,05	AM 7	AM 7
		395		1 726,15	AM 7	AM 7

Calculs effectués pour 151,67 heures mensuelles, sur une base de 35 heures hebdomadaires.